



# Enacting the commons

**ETC#6 - Angleterre**

**24-27 FEV 2020**

**Journal de bord**

## Nos étonnements...

### Vers un nouveau municipalisme au pays du “tout privé”

- Durant ces 4 jours, nous avons pu observer comment certains gouvernements locaux se saisissent des brèches encore disponibles et composent avec un environnement où règnent les lois du marché. Héritage d'années de libéralisation et d'austérité, de la politique Thatcher à la Big Society de Cameron, les collectivités ont vu leurs budgets se réduire drastiquement en quelques décennies.
- On voit pourtant poindre de nouvelles dynamiques portées par des gouvernements locaux, souvent proches du Labour de Jeremy Corbyn, qui questionnent les modèles économiques ‘extractifs’, ré-inventent des services publics basés sur de nouveaux partenariats entre acteur public et citoyens, favorisent l'émergence de communs sur leur territoire.
- Cela passe notamment par l'émergence d'un **mouvement de re-municipalisation**, qui témoigne d'une volonté de retour de certains services dans le giron public, avec quelques succès à son actif. Celui-ci s'appuie sur un mouvement d'universitaires, d'élus et d'activistes, qui s'inspirent de réflexions et d'expériences menées à Barcelone ou aux Etats-Unis par exemple.
- Parmi les thématiques clés d'action, l'eau, les transports, mais aussi et surtout la santé publique. Nous avons été surpris de voir que les questions environnementales n'étaient pas adressées directement, peut-être considérées au second plan, au regard de l'urgence sociale.

### Une Angleterre à deux vitesses, marquées par de croissantes inégalités

- Nous avons été frappés par le contraste urbain entre La City à Londres et Manchester ou Wigan, au passé ouvrier, qui peinent à se remettre de la fermeture des mines et des industries. Ces différences posent des problématiques bien spécifiques qui poussent à adopter des stratégies contextualisées.



## De la nécessité de développer de nouvelles stratégies...

### Le *Community Wealth Building* (CWB), point d'entrée sur les communs par l'économie.

- L'approche anglaise des communs est fortement marquée par l'entrée économique. Le concept de CWB considère l'acteur public comme un acteur économique à part entière, en tant que source non négligeable d'emploi et consommateur de biens et services générant de l'activité sur le territoire.
- Comment penser une économie territoriale 'en commun', c'est-à-dire réorganiser l'économie localement afin que la richesse n'en soit pas extraite mais demeure et circule au sein de la communauté ? Parmi les stratégies pour mettre en œuvre cette approche, des villes comme Manchester, Oldham, Preston, ou encore le quartier d'Islington à Londres, aidées notamment par le Centre for Local Economic Strategies (CLES), expérimentent le développement de modes de propriété hybrides, les banques communautaires, de nouvelles formes de marchés publics, etc.

### Partenariats public-communs et community organizing

- Lors de nos différentes rencontres, nous avons découvert une réelle inventivité dans la manière dont les municipalités intègrent les citoyens à leur travail sur le territoire, comme à la municipalité de Camden qui rémunère des '*community researchers*', habitants missionnés sur le terrain, et travaille avec des '*parent activists*' bénévoles.
- Elles réinventent aussi leur action sur le territoire pour permettre une réappropriation des espaces et des services publics, orchestrée par des associations, collectifs d'habitants et activistes.

## Un moment de grande incertitude.

Toutefois, plusieurs éléments successifs ont participé du fait que notre visite coïncidait avec un moment particulier pour l'Angleterre.

- Tout d'abord, le **Brexit** vient changer certaines règles du jeu. Nous avons senti qu'il était important pour certains de nos interlocuteurs de garder des liens avec leurs voisins européens malgré les nouvelles conditions institutionnelles. Finalement, il peut tout de même présenter des opportunités pour renouveler certaines manières de faire comme repenser la formulation des marchés publics afin que de petites entreprises locales puissent être en mesure d'y répondre par exemple.
- Ensuite, notre arrivée a fait suite à une **défaite électorale du labour**, auquel les mouvements de community wealth building et de public ownership que nous avons exploré sont très liés. Comment alors parvenir à faire émerger ces nouvelles logiques ? Cela implique-t-il un moment d'élargissement du cercle ?
- Nous avons aussi été témoins des résultats des politiques d'austérité menées ces dernières décennies. Le constat est une **croissance des inégalités et une érosion des services de santé** notamment. Une [étude menée par Michael Marmot pour l'University College de Londres](#) montre en effet que la santé des britanniques se dégrade, comme en témoigne le plafonnement de l'espérance de vie depuis 2011. En ce contexte de crise sanitaire, l'Angleterre va-t-elle pouvoir faire face à la vague de cas de Covid-19 devant être hospitalisés ?



## Séminaire autour du *Public Ownership*

**Mathew Laurence**, directeur du think tank [Common Wealth](#),  
**Cat Hobbs**, fondatrice de la campagne [We own it](#),  
**Hilary Wainwright**, chercheuse associée du [Transnational Institute](#)

**Asima Shaikh**, élue à l'économie dans le borough d'Islington  
**David Hall**, professeur à l'Université de Greenwich et chercheur associé du [Transnational Institute](#)

**#new municipalism**  
**#plaidoyer**  
**#democratic ownership**



*"We don't want to just fight privatization but create new forms of services, we aim at "commonifying" services."*

## Qu'est ce que le public ownership ?

Depuis 2008, la Grande-Bretagne est le théâtre d'un mouvement de retour dans le giron public (public ownership) d'un grand nombre de services auparavant pris en charge par des acteurs privés. Ce mouvement s'accompagne d'une demande croissante de re-démocratisation de la gestion des services dans les domaines de l'énergie, des transports, du logement.

Le public ownership renvoie à une transformation systémique des modes de gestion des services publics par 1) un **plus fort contrôle public et démocratique des services publics** du territoire et 2) une **retombée territoriale des profits générés** par ces services. Ce mouvement s'est bâti sur une critique des formes de gestion privées de ces services (non efficience, exacerbation des inégalités sociales et territoriales, affaiblissement du pouvoir démocratique). Concrètement, le public ownership concerne des services clés : les transports en commun, la gestion de l'eau, des réseaux de chauffage, la NHS, la BBC, la poste.

Il s'appuie sur quelques grands principes :

- **Démocratisation des instances de gestion** : avec une place plus importante donnée aux usagers (citoyens et travailleurs des services). Autour de chaque entreprise publique, l'instance « **Participate** »- une organisation représentant les usagers du service (citoyens, la société civile, y compris les groupes sociaux, environnementaux et communautaires) participe aux décisions, au côté des syndicats de travailleurs et des élus du territoire.
- **Des mécanismes de transparence et d'accountability** (partage de données permettant l'évaluation, comité de surveillance ouvert aux citoyens).
- **Accroissement du pouvoir des acteurs publics locaux** : prenant davantage l'émergence d'entreprise/d'organisation publique locale, adaptées aux contextes locaux, que des formes de nationalisation globalisante.
- **Une responsabilité sociétale accrue pour ces services publics** : au delà de l'efficience du service, les opérateurs publics ont également des obligations et engagements concrets pour développer la richesse environnementale, sociale et économique au regard du territoire : par exemple, en s'engageant à produire des services avec un faible impact carbone.
- **Une nouvelle culture de la fierté des services publics** : s'inscrivant en contrepoids des discours d'austérité et de repli de l'acteur public dominant en Grande-Bretagne.

## Ce que l'on retient :

### 1 - La part du plaidoyer et de la lutte dans le courant du public ownership :

- **lutte politique et idéologique**, les principaux porte-voix de ce mouvement étant des élus et des « think tank », ayant chacun un lien fort avec le Labour. Néanmoins, suite à la défaite du Labour aux dernières élections, le mouvement du public ownership cherche aujourd'hui d'autres appuis pour reconstruire une influence en regardant davantage du côté des acteurs locaux de terrain (militants et collectivités territoriales) et en développant une dynamique trans-locale.
- **luttons sociales**, avec une dynamique de mobilisation et d'alliance entre usagers et travailleurs pour un retour sous le giron public de certains services. C'est le cas par exemple à Manchester, où les citoyens et la collectivité ont fait alliance pour demander la municipalisation de l'opérateur de transport en commun.
- **luttons judiciaires**, entre acteurs publics et acteurs privés, actant d'un rapport de force réel, comme par exemple à Islington, où le borough a finalement gagné son procès face à un promoteur privé qui prônait la rentabilité d'une opération comme justification au non respect des minima de logements sociaux dans son projet immobilier.

**2 - Le retour concret sous régie publique à l'échelle locale** (notamment dans le secteur de l'énergie qui a vu éclore nombre de coopératives et entreprises publiques sous l'impulsion des municipalités), mais avec une **implantation plus relative des instances de gestion participative** et d'implication des habitants. Est-ce une seconde étape ?



### 3 - En filigrane du public ownership, repenser la propriété (et nos modèles économiques territoriaux):

Le public ownership fait partie d'un courant plus large, le "democratic ownership", visant l'avènement d'une économie plus démocratique et soutenable sur la base d'un "redesign" de la propriété (des services, de la terre, des données, des outils de production). Cette entrée par la propriété, comme levier pour repenser le contrat social est-elle une particularité de la Grande-Bretagne ?

**4 - La recherche d'articulation et de mise en système avec des actions relevant du *Democratic ownership* :** coopératives, banques communautaires, community land trust... Sur le projet "change the rules", les think tanks New Economics foundation et Common Wealth ont cartographié les innovations relevant de la "democratic economy", ayant cours en Angleterre, et les réglementations imaginées à l'échelle nationale et locales pouvant les rendre possibles.

### Aller plus loin :

- When We own it, [livret de campagne posant les enjeux du public ownership](#)
- le site Change the rule présentant des dispositifs réglementaires favorisant une "democratic economy" : <https://letschangetherules.org>
- [New municipalism in London](#), une publication du CLES revenant sur l'exemple d'Islington, Hackney, et Newham

# Un lexique...

## **Public ownership** (retour de services sous le giron de l'acteur public)

Au sens strict, le public ownership est la possession par la puissance publique d'un actif : une industrie, une entreprise, du foncier. Au sens large, il renvoie à une vision de l'acteur public ayant plus de contrôle sur les services urbains, dans un contexte anglo-saxon de forte privatisation des services urbains (notamment les transports) de l'espace public (notamment les marchés), et un recours à la délégation de service public très important. Activistes et politiques se revendiquant du public ownership s'appuient sur une critique de l'efficacité des services privatisés (certaines délégation de services coûtent finalement plus cher à la collectivité) et des injustices sociales qu'ils exacerbent (le tissu de services est très inégalitaire d'une zone de l'Angleterre à une autre, absence de logique de péréquation et de solidarité dans les prix d'accès pour les usagers).

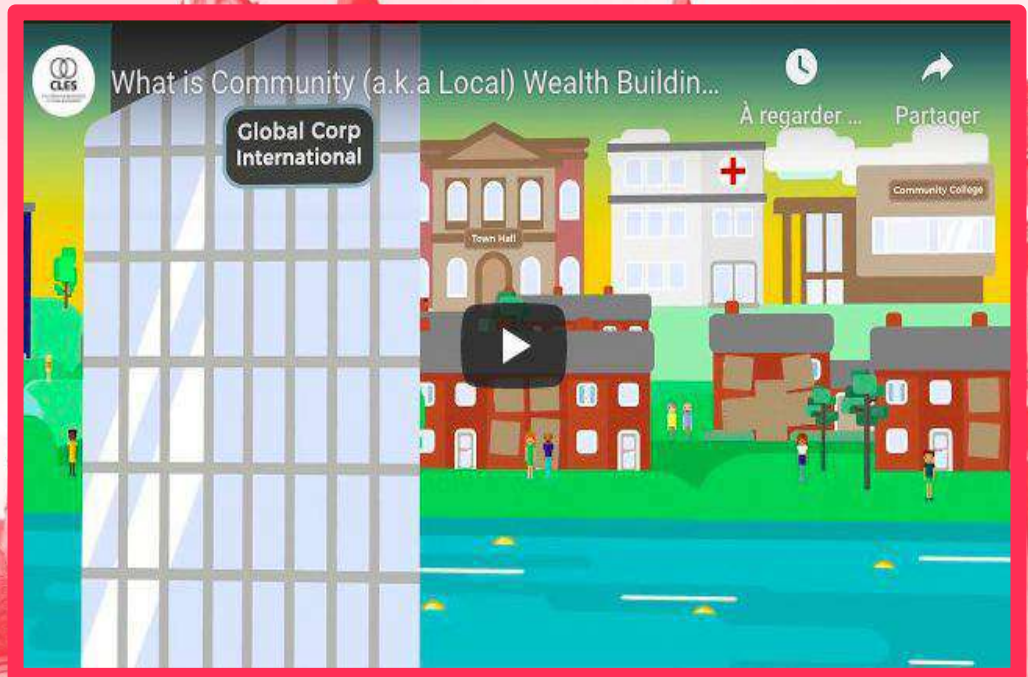
## **New municipalism** (un municipalisme contre les inégalités économiques)

Au cours des dernières décennies, des villes comme Londres ont connu de nouveaux niveaux d'investissement et de richesse stupéfiants, tout en connaissant une augmentation des taux de pauvreté et d'inégalité. Les modèles traditionnels de développement économique local peinent à produire des résultats sociaux et économiques qui répondent aux besoins des personnes et des lieux. Inspirées par des villes pionnières du sud de l'Europe (Barcelone, Naples), un nombre croissant de municipalités anglo-saxonnes mobilisent les concepts du municipalisme (reprise du pouvoir par les citoyens par les leviers locaux) pour développer de nouvelles manière d'assurer la justice sociale et économique dans leurs communautés.

## CENTER FOR LOCAL ECONOMIC STRATEGIES (CLES)

Neil McInroy, Directeur  
Matthew Jackson,  
coordinateur du réseau  
européen 'Procure'

#Community Wealth  
Building  
#plumbers



*"This is not the inclusive growth agenda.  
It's an inclusive economy agenda"*

*"We need to be mainstream, we need to  
be massive, we need to be everyday"*



## A propos

Le *Centre for local Economic Strategies* est un " think and do tank" qui milite pour une économie au service de la justice sociale, de services publics efficaces et d'une résilience locale.

Organisation indépendante (registered charity), il accompagne dans ce sens des villes et collectivités britanniques pour mettre en oeuvre un "nouveau municipalisme": Wigan, Preston, Islington, certains territoires écossais etc.

Sa vision de transformation prend comme point de départ le constat de l'échec de l'économie libérale de marché à réduire les inégalités. Elle repose sur la proposition d'une réorientation de l'économie des territoires d'un modèle extractif vers une économie générative au service de l'inclusion sociale et de la communauté (Community wealth building) ; l'objectif n'y est plus la croissance, mais la justice sociale. Pour ce faire, il s'agit notamment de s'appuyer sur les institutions publiques locales (*anchored institutions*) et sur la ré-appropriation d'enjeux d'intérêt général par les acteurs locaux.

Proche du Labour britannique et porteur d'une ambition de transformation radicale, le CLES a notamment conseillé la cellule Community Wealth Building mise en place par Jeremy Corbyn. En soutenant les agents de changement, en adoptant une stratégie de dissémination et d'adaptation de son narratif et de son approche en fonction des contextes et des interlocuteurs, il s'agit aujourd'hui pour lui et ses alliés de faire mouvement largement, pour ré-inventer un nouveau paradigme local au service de sociétés plus inclusives.

## Ce que l'on retient, les points saillants, les étonnements, les inspirations...

**1 - Le contexte:** Selon certaines études de l'OCDE, la Grande Bretagne serait aujourd'hui le 5e pays le plus inégalitaire au monde ; l'amélioration de l'espérance de vie stagne. Le CLES travaille à mettre en place des modèles économiques locaux alternatifs garants de justice sociale, à partir d'une région du Nord de l'Angleterre ravagée par le chômage (33%) et aux forts enjeux sanitaires et sociaux. Il propose une posture radicale d'innovation dans un contexte de réduction drastique des dotations de l'Etat aux gouvernements locaux (plus de 50%) depuis 2010, qui a forcé certains d'entre eux à opérer des coupes importantes dans leurs services publics et/ou à ré-inventer leur modes d'action.

**2-** le CLES développe une approche de Community wealth building, qui vise la relocalisation de la richesse à partir de 5 piliers : Dépenses des institutions publiques locales / Contrat social et mise en capacité des habitants / Propriété et usage du foncier au service de l'utilité sociale / Redirection des acteurs financiers au service de l'économie locale /

Garantie d'un système d'emploi et d'un marché du travail équitables. Neil nous fait sourire en déclarant qu'ils se définissent comme des plombiers, qui réparent et rebranchent la tuyauterie des villes pour éviter les fuites de richesse hors du territoire.

### **3- Le mode d'action du CLES : entre caméléon et pirate...**

Un compagnonnage sur la durée avec les collectivités avec lesquelles il travaille, une stratégie du pas à pas en travaillant à partir du point d'entrée qui correspond à chaque ville, à son contexte, à la culture de son administration : le contrat social à Wigan, la dépense publique à Preston par exemple. C'est une stratégie qui s'appuie beaucoup sur les rapports humains, sur le relationnel - bâtir des réseaux, aller au pub avec le maire, célébrer les réussites avec convivialité...

Une vision systémique, qui les amène à faire parler entre eux des acteurs qui n'en ont pas l'habitude, à cibler des organisations locales stratégiques pour

faire le relais de la nouvelle politique économique et sociale souhaitée. Une approche pragmatique et expérimentale en mode *think and do tank*, que traduit le parcours de l'organisation visible ici.

De l'ambition: il s'agit de changer d'échelle et de faire du CWB une approche généralisée, d'essaimer progressivement « *We don't wait to have a strategy to start. We start small, we do, we celebrate. And we do it again. That's how we spread* ».

Après avoir expérimenté le CWB avec des villes moyennes, ainsi qu'au travers de partenariats européens, ils sont en discussion pour développer cette approche à l'échelle d'un county Écossais (North Ayrshire).

Un mouton à 5 pattes : l'équipe se compose de géographes, économistes, sociologues, etc. L'un des collaborateurs partage son temps entre l'équipe du CLES et celle d'une collectivité britannique, un autre est devenu expert pour des projets européens sur le développement local et la

dépense publique.

#### **4 - L'impact des projets :**

A Preston : Réorientation de 13.2% du total des dépenses publiques directement dans l'économie locale de la ville / Visibilité pour la ville, devenue à l'échelle nationale un modèle de développement post-Brexit (ici) / Création d'un réseau de travail entre les 8 institutions économiques locales majeures / Innovations méthodologiques sur l'évaluation des dépenses publiques ; développement d'entreprises et de coopératives locales.

A Wigan la municipalité évalue son action à l'aune de l'évolution de l'espérance de vie : c'est le seul territoire du Grand Manchester où celle-ci ait continué d'augmenter.

#### **Aller plus loin:**

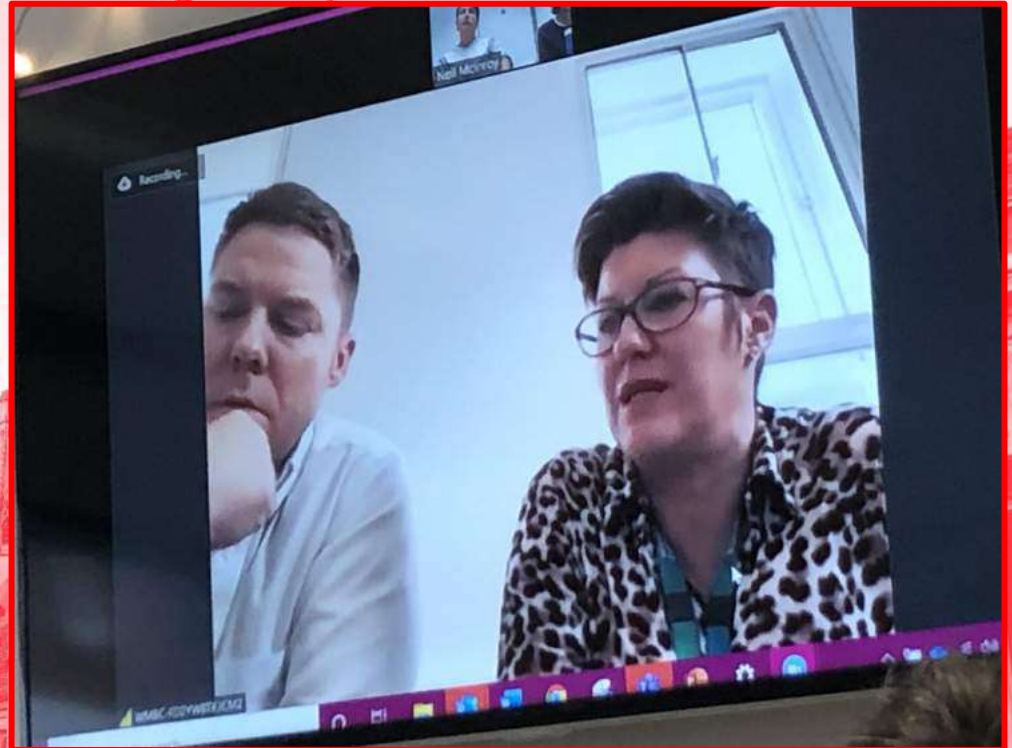
Vers un nouvel agenda urbain - Neil McInroy for London School of economics  
Community Wealth building center of excellence  
Pour en savoir plus sur l'expérience de Preston



## WIGAN ET LE “WIGAN DEAL”

**Sonia Halliwell**, Chief of  
staff (DGS) de Wigan  
**Simon Haworth**, en charge  
de la transformation

**#Deal #BeWigan**  
**#Culture change in**  
**administrations**

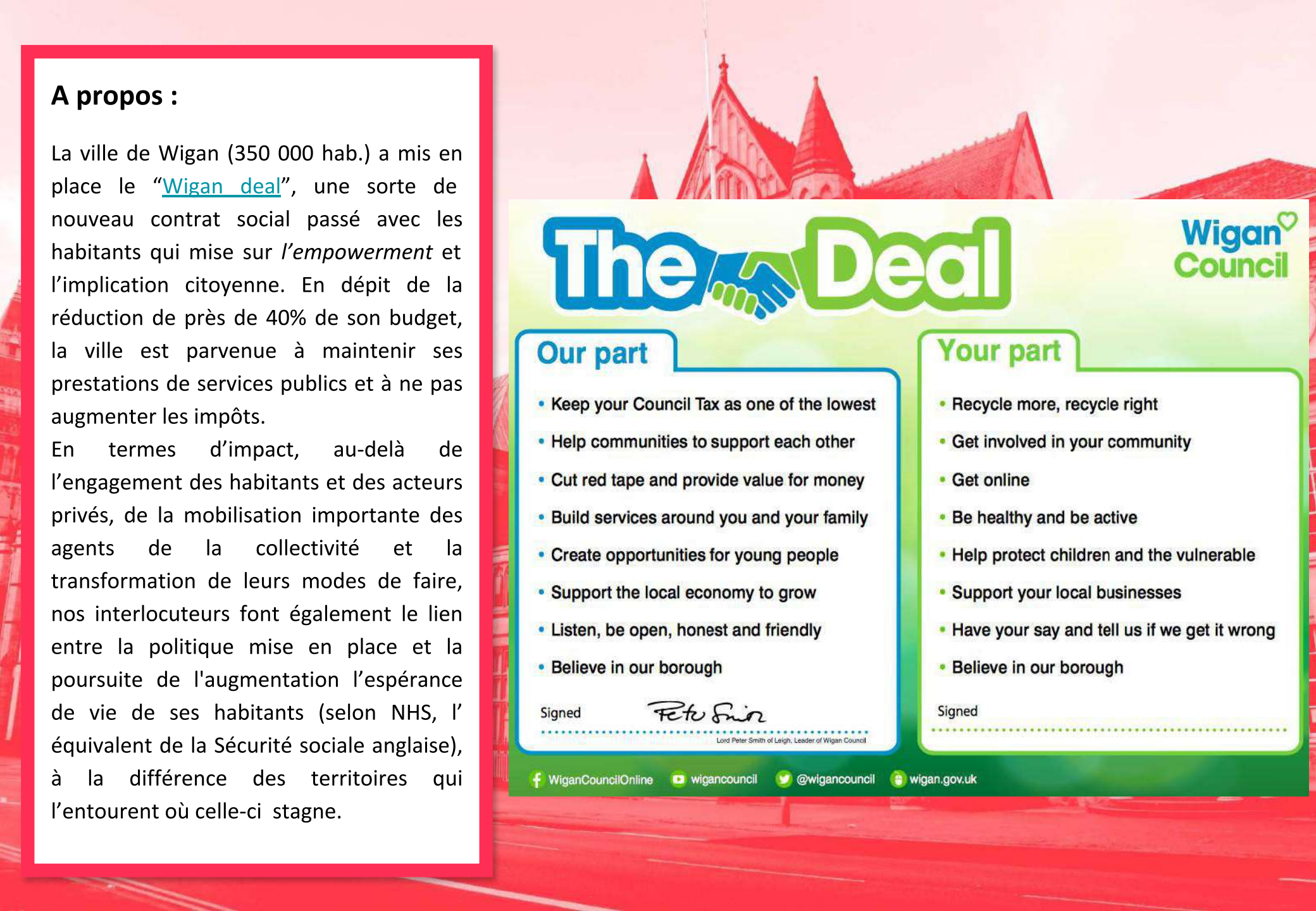


*“Despite having to save £100 million,  
the council’s employees are now more  
engaged than ever.”*


## A propos :

La ville de Wigan (350 000 hab.) a mis en place le "[Wigan deal](#)", une sorte de nouveau contrat social passé avec les habitants qui mise sur *l'empowerment* et l'implication citoyenne. En dépit de la réduction de près de 40% de son budget, la ville est parvenue à maintenir ses prestations de services publics et à ne pas augmenter les impôts.

En termes d'impact, au-delà de l'engagement des habitants et des acteurs privés, de la mobilisation importante des agents de la collectivité et la transformation de leurs modes de faire, nos interlocuteurs font également le lien entre la politique mise en place et la poursuite de l'augmentation l'espérance de vie de ses habitants (selon NHS, l'équivalent de la Sécurité sociale anglaise), à la différence des territoires qui l'entourent où celle-ci stagne.

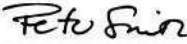


# The Deal



## Our part





- Keep your Council Tax as one of the lowest
- Help communities to support each other
- Cut red tape and provide value for money
- Build services around you and your family
- Create opportunities for young people
- Support the local economy to grow
- Listen, be open, honest and friendly
- Believe in our borough

Signed   
Lord Peter Smith of Leigh, Leader of Wigan Council

## Your part

- Recycle more, recycle right
- Get involved in your community
- Get online
- Be healthy and be active
- Help protect children and the vulnerable
- Support your local businesses
- Have your say and tell us if we get it wrong
- Believe in our borough

Signed \_\_\_\_\_

 WiganCouncilOnline  wigan council  @wigan council  wigan.gov.uk

## Les leviers que l'on retient, les inspirations...

**1 - Community asset transfer:** la ville a mis en place un dispositif de transfert de terrains, de bâtiments ou d'équipements (actifs) publics vers des groupes communautaires/bénévoles ou des entreprises sociales locales. Des installations sportives, des jardins ouvriers, des bibliothèques, des piscines, des centres sociaux ont fait l'objet de ce dispositif. La ville joue alors un rôle d'accompagnement (conseils), de facilitateur (bail à loyer modéré ou gratuit par ex.) et les contrats sont bornés dans le temps.

**2- Community project investment funds :** elle a également mis en place un outil par lequel le conseil investit dans des initiatives communautaires locales à visée d'intérêt général (et qui complètent ou supplantent certains services de l'action publique). Wigan a investi 10 millions £ dans des projets communautaires par le biais du fonds d'investissement, à partir d'un "*Priorities and Outcomes*" fixé par la Ville. Ces projets seront soutenus de manière différenciée pour permettre à chaque idée de passer un cliquet en matière de développement (de 200 à 10 000 £).

**3 - La transformation de l'administration:** Le Wigan deal s'est appuyé sur une transformation culturelle de l'administration et un engagement renforcé des agents, autour de [l'équipe Team Wigan](#). Une charte partagée (Be positive, be accountable, be courageous), une évolution de la culture managériale (célébration des succès, autorisation à faire différemment,...), des modes de recrutement, et un travail très large de formation des agents. La collectivité a même récemment gagné le prix du meilleur employeur de l'année en Grande Bretagne ! La ville de Wigan a notamment créé "BeWigan experience", un programme de formation pour tous les agents (cadres, agents de terrain...) expliquant the Wigan Deal.



**Made in Wigan**

**Andy Taylor** - gestionnaire  
du programme  
**Simon Haworth**, ville de  
Wigan

**#communitybusiness**  
**#WiganDeal**  
**#socialimpact**



**“We are Wigan !”**

## A propos ...

**Made In Wigan** est une sorte d'incubateur social pour les projets locaux, opéré par Abraham Ward Community Coopérative et financé pour 5 ans (13 millions) par le projet "Power to change" de la Big Lottery et la ville de Wigan. Le programme finance 6 différents terrains pour développer le community wealth building sous différentes formes. Ils échangent entre eux et se retrouvent parfois pour apprendre les uns des autres.

La mission de Made In Wigan est d'accompagner l'essor des *community businesses*, et la transformation des business classiques en entreprises sociales. Le processus d'accompagnement passe par des étapes typiques (reality check économique, en matière d'usages..., fond d'amorçage de projet autour de 2000 pounds, mise à disposition de locaux pour tester le business).

Cela a aussi été l'occasion de nous rendre à **Sunshine House**, un centre communautaire emblématique de la ville de Wigan, où se déroulent diverses activités de soutien aux populations les plus vulnérables, offrant des espaces à louer pour les associations et comprenant des boutiques solidaires et ressourceries thématiques.

En contribuant à créer une économie positive par et pour le territoire, ces deux dispositifs sont une application directe de la logique de *community wealth building*. En effet, soutenus par l'acteur public, ils consistent à donner les moyens aux habitants de se saisir de questions économiques et sociales afin de générer un cercle vertueux servant les intérêts de la communauté.

**Un community business** est une petite entreprise gérée par les habitants et qui emploie des habitants.

Elles sont :

Enracinées localement : Elles sont ancrées dans un lieu géographique particulier et répondent à ses besoins. Il peut s'agir, par exemple, de niveaux élevés de privation urbaine ou d'isolement rural.

Les échanges commerciaux se font au profit de la communauté locale : Ce sont des entreprises. Leurs revenus proviennent de la location d'espace dans leurs bâtiments, du commerce des cafés, de la vente des produits qu'ils cultivent ou de la production d'énergie.

Elles sont responsables devant la communauté locale : Par le biais d'une offre d'actions communautaires qui crée des membres qui ont une voix dans la direction de l'entreprise, par exemple.

Un large impact sur la communauté : Elles bénéficient à l'ensemble de la communauté locale. Elles se transforment souvent en centre d'un quartier, où tous les types de groupes locaux se réunissent, par exemple pour accéder à la connexion haut débit ou suivre une formation aux compétences vitales.

Au-delà d'accompagner des porteurs de projet, Made in Wigan fait de la **sensibilisation dans les écoles** auprès des 11-16 ans lors de forums des métiers pour présenter le social business comme alternative au business classique.



# Un lexique...

## **Community wealth building (bâtir la richesse de la communauté)**

Le Community Wealth Building est une approche, développée initialement par le think tank américain Democracy Collaborative, qui vise à garantir que le système économique crée de la richesse et de la prospérité pour tous. Il s'agit de d'explorer, sur un territoire, des modes d'organisation et de gouvernance économique au service de l'inclusion et de la justice sociale, de rediriger la dépense des institutions publique locales vers le territoire, de garantir que les institutions financières investissent dans une économie régénérative plutôt que dans la spéculation financière, et que les travailleurs reçoivent un salaire décent. En savoir plus sur le site du [Community wealth building](#) Center of excellence du Center for local economic strategies (CLES)

## **Anchor institution (institutions ancrées territorialement)**

Les “anchored institutions” sont les institutions locales clés d'un territoire : collectivités territoriales, universités, hôpitaux, bailleurs sociaux, etc. qui sont investies localement et qui favorisent le bien-être de la communauté. Pour fonctionner, elles sont la source d'importantes dépenses en achats et investissements, qui peuvent être faites localement. La plupart de leurs employé.e.s sont susceptibles de vivre dans la région et d'y dépenser leur salaire, Elles ont enfin un intérêt collectif à voir leur région s'améliorer. Comment coopérer au mieux pour que cela se produise? Cette question est l'un des points de départ du Community wealth building, et oriente par exemple le travail que le CLES mène sur les marchés publics, mené avec une ville comme [Preston](#) ou dans le cadre du projet [URBACT Procure Network](#)

## **Community asset transfer (transfert de bien ou service public aux habitants)**

En Grande Bretagne, un dispositif légal permet à des groupes d'habitants de reprendre la propriété ou la gestion d'un équipement ou d'un service public. Ce qui pourrait être analysé comme participant d'un mouvement néo-libéral de retrait de l'état et de transfert des risques de la collectivité vers des communautés mal définies est également utilisé par certains gouvernements locaux comme un levier de ré-invention de services publics dans un contexte de crise, et de stimulation de nouvelles formes d'organisation économiques, sociales et démocratiques avec les habitants. En savoir plus [ici](#).

## Camden Council

**Noel Hatch**, Head of strategy,  
supporting communities  
**Kevin Makwikila**, parent  
activist

**#communitywealthbuilding**  
**#contratsocial**  
**#relationalactivism**



***"We need to move away from thinking that we are creating systems that are sustainable. No! We are creating systems that are constantly emerging into the needs of the community at the time and the people at the time"***

## A propos ...

Camden est l'un des borough (équivalent à un arrondissement) de Londres. Nous y rencontrons **Noel Hatch**, *Head of strategies, supporting communities*, qui travaille avec ses équipes à la municipalité de manière transversale pour un développement stratégique innovant au plus près des communautés ; il s'appuie sur différents leviers et programmes.

### Une réelle volonté d'intégrer les citoyens au travail de l'administration

Le programme des **community researchers** forme et emploie des populations locales pour effectuer des recherches et des consultations auprès de la population pour le Camden Council. Le projet repose sur la conviction que **les populations locales connaissent mieux Camden que quiconque** et qu'en travaillant avec elles, le council peut mieux comprendre la vie des résidents et améliorer les services locaux. Le projet comprend 30 community researchers formés et expérimentés qui ont vécu et travaillé dans Camden, et qui connaissent bien ses rues et ses habitants. Leurs missions peuvent aller de la sensibilisation à la conduite d'entretiens de terrain auprès des habitants. A Sheffield par exemple, un groupe community researchers a été constitué pour réaliser une [enquête relative aux inégalités de santé auprès de la communauté somalienne](#).

Un autre programme est **l'intégration de bénévoles** qui travaillent ensuite sur des questions politiques sensibles. Les **parent activists** sont par exemple directement impliqués dans les politiques sociales en direction des familles. Il en découle par exemple des formations inversées de travailleurs sociaux.



## Ce que l'on retient, les points saillants, les étonnements, les inspirations...

Nous avons ainsi noté une réelle volonté d'aller chercher les capacités des habitants via différentes formes de partenariats

**Un point marquant** est la volonté du Council de territorialiser sa stratégie de développement des quartiers. Donner une âme... comme par exemple à St Pancras qui doit devenir le quartier de la connaissance alors qu'un autre quartier sera celui de l'esprit rebelle. Partir de la spécificité sociologique du quartier pour bâtir son développement.

**Pour autant, cette rencontre avec le Camden Council laisse quelques questions en suspens.** Comment valoriser l'implication des habitants qui deviennent rapidement des experts pour le compte de la collectivité ? Quel impact réel sur le mode de fonctionnement des agents du Council et l'amélioration des pratiques ?



# Un lexique...

## Parent activist

Issus de l'activisme relationnel, partant du postulat que la relation de personne à personne est débloquante et source de profondes transformations, les *parent activists* sont des habitants directement impliqués dans les politiques sociales en direction des familles. Système mis en place à la mairie de Camden, il s'agit de jeunes parents ayant fait l'expérience de services sociaux qui à leur tour partagent leur expérience avec les nouveaux parents. Ils font le lien avec les travailleurs sociaux, afin d'instaurer une réelle écoute dans les deux sens. Il en découle par exemple des formations inversées des travailleurs sociaux.

## Community Researcher

Le *community research* est un programme que nous avons aussi découvert à Camden, qui consiste à impliquer des habitants dans un travail de recherche au sein de leur communauté. L'idée de départ consiste à dire que les habitants eux-mêmes connaissent leur quartier mieux que personne et que travailler directement avec eux est le meilleur moyen d'améliorer les services de proximité. Ils sont rémunérés pour effectuer cette mission et sont recrutés plus pour leur connaissance du terrain que pour leurs qualités de recherche académique. Ces personnes sont alors formées à la recherche et à la collecte de données.



**Camden markets**

**Richard Bradbury**

**#communsout  
#gentrification  
#usercenteredapproach**



*“We want to make Camden a better borough,  
a place where everyone has a chance to  
succeed and nobody gets left behind. Together,  
we will create a place that works for everyone,  
and where everybody has a voice.”*



## A propos ...

Que serait Camden sans ses marchés ? Le quartier en compte 19, avec une majorité de marchés privés : 11 sont gérés par des sociétés commerciales et sur des terrains privés, tandis que 8 sont publics et gérés par la municipalité de Camden. Ils emploient au total 4000 personnes. Les plus connus, comme Camden Lock, reçoivent jusqu'à 28 millions de touristes par an mais sont délaissés par les londoniens.

L'histoire des marchés de Camden est aussi celle de la gentrification londonienne, dont la première vague a débuté dans les années 60 avec l'arrivée d'artistes et d'intellectuels, puis les années 70 avec les premiers artisans et les étals de street-food et l'ouverture de nouveaux marchés comme Union Street, Stables Market ou le Canal Market. Mais depuis 2014, une nouvelle étape a été franchie quand le milliardaire Teddy Sagi a acheté la société propriétaire du marché de Camden. En 6 ans, il aura investi près de 800 \$ millions non seulement pour rénover les marchés, mais pour construire des immeubles de bureaux, des appartements haut de gamme, des boutiques d'hôtels et des franchises de cafés.

Les vendeurs de Camden se sentent menacés, beaucoup doivent déjà partir et assistent, impuissants, à l'avènement d'un commerce normé, totalement déconnecté de la communauté qui vit encore à Camden. Quant à la mairie de Camden, elle voit dans les marchés de Camden un enjeu de cohésion sociale majeur, mais son pouvoir se limite aux 8 marchés dont elle assure la gestion.

Dans le "London Market Board" qui réunit élus londoniens et opérateurs privés, les pouvoirs publics ont du mal à peser face à la société Camden Town Market, entreprise entre les mains du milliardaire, ou encore la "*National association for british markets*", comme le regrette **Richard Bradbury**, qui porte ces sujets au sein de la municipalité de Camden.

C'est le célèbre designer Wayne Hemingway, qui a été missionné pour mener une étude sur le renouvellement des marchés camdeniens. Plusieurs éléments stratégiques s'esquissent :

- achalander ces espaces de vente avec des produits plébiscités par les habitants et notamment garantir des produits de bonne qualité à des prix abordables. Certains habitants prennent le bus pour se rendre au marché de Whitechapel où ils peuvent trouver des produits à des prix imbattables.
- faire des marchés des lieux de rencontres en définissant des aménagements internes et externes propices à l'échange.
- sensibiliser et inciter les commerçants aux questions de développement durable, d'impact environnemental et d'origine de leurs produits (discussions, formations, conditions d'accès à la vente)
- se démarquer des marchés privés en valorisant la culture musicale : Oasis, Blur, et de nombreux groupes de musique ont fait leurs premières armes dans ce quartier. L'idée est de valoriser cette part de culture récente en installant des commerces de musique vintage et de neufs.
- travailler sur l'accès à la vente pour les habitants en mettant à disposition des espaces de vente directe et accompagner les nouveaux commerçants dans leur démarche. Elle se positionne dans ce sens comme un incubateur économique.

## **Ce que l'on retient, les points saillants, les étonnements, les inspirations...**

- Quelle serait l'implication concrète des habitants activistes dans des démarches utilisateurs expertes (W.Hemingway) ?
- A quel moment les collectivités anglaises intègrent-elles ou non les habitants dans les processus de décision ?
- Comment préserver la culture de l'espace public, peut-être pas si protégée en France notamment avec la vente des aéroports, autoroutes, monuments historiques, etc. Comment savoir si ces biens publics vendus au plus offrant ne seront pas un jour des regrets collectifs ?

**Public Works et le master  
Design for Cultural Commons**

**Andreas Lang,  
Torange Khonsari,  
architectes**

**#urbanismetemporaire  
#expérimentation  
#formation**



***“We want to demonstrate the  
value of occupying land and  
keeping it public”***



## A propos ...

Pour la première visite de notre voyage, nous nous sommes rendus dans un lieu particulier où trônent des conteneurs aménagés sur une parcelle bordant la voie rapide, à l'est de la ville dans le quartier de Poplar, monté par le collectif interdisciplinaire Public Works pour expérimenter de nouvelles façons d'habiter la ville.

**Public Works** facilite les espaces et les pratiques civiques qui favorisent l'implication directe et l'action collective afin de transformer et de se réapproprier la vie publique contemporaine. Ils s'intéressent aux relations durables qui renforcent la communauté, la confiance et l'engagement, qu'il soit informel et intime ou politique et académique.

**Le Master 'Design for cultural commons'** s'adresse à des personnes en activité, de tous secteurs, qui souhaitent re-questionner leur action sous le prisme des communs. Il explore notamment les aspects de collaboration, de conflit, de négociation, d'éthique.

- Torange Khonsari

*Negotiate a piece of land*

*Open space to program actions*

*Experiment for public goods*

*Build a community and public engagement*

Cette rencontre a été riche d'enseignements sur la manière de travailler de Public Works, qui met en action une certaine conception de l'expérimentation. Ils développent notamment à travers ces expériences de terrain un rapport à l'espace et au temps particuliers, afin de permettre la rencontre et la collaboration avec les habitants et provoquer ainsi une réelle réappropriation de l'espace public.

### Les trois phases du processus :

- La recherche préparatoire
- La construction expérimentale sur site du service
- Le développement sur ce site d'un écosystème d'apprentissage et d'appropriation du service par les habitants.

**Shared Assets**

**Kim Graham,  
Research Coordinator**

**#propriété partagée  
#communauté  
#landcooperative**



***“Making land work for everyone”***

## Un contexte :

L'Ecosse et le Pays de Galles ont différents fonctionnements et politiques publiques. L'Ecosse est en avance sur la question de la gestion en communs de terre alors que la propriété est particulièrement concentrée dans quelques mains en Angleterre. Le ['Land for the many report'](#) est venu proposer une nouvelle approche de la propriété foncière.

Historiquement, les autorités locales avaient plus de terre, mais elles se sont réduites. Traditionnellement, les fermes étaient louées par les autorités locales. Mais comme ce n'est pas un service statutaire, dès qu'il y a des coupes dans les budgets, c'est l'un des premiers services à s'arrêter. C'est aussi un service qui n'est pas vu comme bénéfique pour les personnes. Pour autant, peu de collectivités ont investi dans cela (Cambridge, ou Cornwall, Devon, Northfalk).

Il n'y a pas de cadre de politiques publiques sur le sujet, mais un ensemble de petits projets divers voient le jour. Des mécanismes comme le système de "community assets transfer", permettent d'offrir des opportunités aux communautés, mais cela reste rare et compliqué et c'est aujourd'hui peu priorisé. Comme ça a été le cas pour les fermes biologiques au nord de Londres, des approches de financement participatif peuvent avoir lieu mais semblent encore anecdotiques. Des acteurs comme [Ecological Land cooperative](#) sont plus proches de modèles comme Terre de Liens et permettent un accès à la terre à de petits fermiers mais il y a très peu de fonds dédiés, et ils sont de petite taille.

**Brexit:** La reformulation de la loi est un possible terrain d'évolution, avec des consultations en cours dans le domaine agricole et environnemental.



## Le travail de Shared Assets

**Shared Assets** n'achète pas les terres pour soutenir les communautés ou les collectivités, mais ils accompagnent, aident, structurent les gouvernances, réalisent de la recherche ainsi qu'un travail de mise en réseau afin de monter des coalitions. Ils développent aussi de nombreux outils de design mis à disposition, du conseil et produisent des solutions, comme de la cartographie de données liées aux enjeux autour des terrains à développer en communs.

Shared Assets est une structure CICI (community interest company) où tout le profit est réinvesti dans l'organisation. Certaines missions plus rentables financent des interventions sur des lieux qui n'ont pas les moyens d'un accompagnement (probono). Un [rapport](#) a été réalisé pour identifier les espaces abandonnés mais il est aujourd'hui très difficile et coûteux de connaître les propriétaires et d'avoir une transparence sur les données.

Un des principes au cœur de l'action de Shared Assets est **que les espaces soient multi fonctionnels** : bois, parcs, maraîchage, alimentation, agriculture.

Des liens entre Shared Assets et d'autres organisations se lient de manière importante en Ecosse. En France, la collaboration est en cours avec Terre de Liens, centrée sur un projet en territoire rural. La majorité du travail est sur les espaces verts, en zone urbaine et rurale.